

**CONVENTION  
NATIONALE  
*NOTRE EUROPE***



**Pour les socialistes, l'Europe est un engagement, une espérance et un combat.** L'engagement en faveur d'un projet visionnaire qui, depuis plus d'un demi-siècle, a garanti la paix, la démocratie, la promotion des droits de l'Homme et la solidarité entre les peuples sur notre continent, dont l'histoire fut si longtemps celle de ses déchirements.

Dans bien des régions du monde, l'Union européenne suscite respect et envie par son modèle d'intégration sans équivalent. Après la chute du mur de Berlin, elle a su unifier pacifiquement notre continent, sous l'étendard de l'État de droit et de la démocratie. Elle s'est portée à la pointe de la lutte contre le réchauffement climatique en s'engageant à respecter, malgré l'échec de Copenhague, l'objectif des 3x20 qu'elle s'était fixé : réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre, accroître de 20 % la consommation d'énergies renouvelables et de 20 % encore les économies d'énergie en 2020 par rapport à leur niveau de 1990. L'Union est la communauté politique où les droits de l'Homme sont les mieux garantis, où la peine de mort a été abolie, où la longue lutte des femmes pour l'égalité a fait le plus de progrès, où l'État providence, aujourd'hui menacé, reste le plus développé.

**Nous sommes fiers de ces acquis européens et voulons leur donner un prolongement. C'est notre combat.** Nous voulons à la fois redresser notre pays et fédérer nos partenaires pour réorienter l'Europe autour d'un projet communautaire fort et intégré, qui est d'abord un projet politique et social. Pour faire progresser réellement l'Union européenne vers une intégration solidaire, des avancées politiques sont nécessaires qui demandent du temps et des efforts, mais qui dessinent un avenir commun.

La crise européenne actuelle a, en effet, une forte dimension politique. La Banque centrale européenne et l'euro, par eux-mêmes, demandent de parvenir à plus de souveraineté commune dans le domaine économique. Et, c'est de ne pas l'avoir fait, que résultent nombre des problèmes actuels. La crise de la zone euro ne pourra être définitivement surmontée que si les États européens acquièrent les capacités de conduire des politiques communes pour amener, à moyen terme, les États membres vers plus de convergence. Beaucoup de choses peuvent être faites dans le cadre des traités actuels et nous devons utiliser au maximum les possibilités qu'ils offrent. Mais nous devons avoir, aussi, une vision pour la prochaine décennie, avec les étapes à franchir, qui doit être débattue lors des élections européennes de 2014. L'union politique pourra prendre la forme d'une Fédération d'États-nations pour conjuguer des politiques européennes, fortement intégrées, et des compétences nationales. Elle a besoin d'une légitimité démocratique affirmée.

Dix ans de gestion de droite en France, avec son triple déficit d'emploi, de compétitivité et des comptes publics, ont abaissé notre pays et l'ont affaibli en Europe. Le rétablissement de notre souveraineté financière et budgétaire, la reconquête productive pour l'emploi et la reconstruction de notre système éducatif et de formation, sont les priorités de l'action engagée par le président François Hollande, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault et la majorité parlementaire.

Nous, socialistes, refusons de laisser se développer l'illusion qu'isolée, la France pourrait maintenir sa prospérité, son modèle social et son rang dans le monde. La mondialisation voit s'affronter de grands ensembles

régionaux (Amérique du Nord, Chine-Inde-Brésil, etc.) L'Union européenne, première puissance commerciale, dispose de la taille critique qui permet de peser dans la compétition internationale et de tenter de l'organiser. **Pour les socialistes, il n'y aura pas de répit tant que l'Europe n'aura pas renoué avec sa promesse originelle : une union qui profite à tous en mobilisant chacun. C'est cette bataille de la réorientation qui est menée par le président de la République française depuis mai 2012.**

Être socialiste européen aujourd'hui, c'est d'abord s'indigner : face à la dégradation des conditions de vie des peuples et face à l'oubli des valeurs qui ont fondé le projet européen. Autour de la table du Conseil européen dominée par les conservateurs et les libéraux, la France porte aujourd'hui l'espoir du changement que veulent les peuples. François Hollande a posé les fondations d'une alternative en Europe pour la croissance et l'emploi. En témoignent le Pacte pour la croissance et l'emploi adopté en juin 2012 à l'initiative de la France, mais aussi plusieurs inflexions ou évolutions que les votes des Français ont rendu possibles pour tous les Européens : concrétisation de mécanismes d'assistance aux pays menacés par la spéculation sur les dettes souveraines ; organisation de la procédure de coopération renforcée pour la taxe sur les transactions financières ; supervision bancaire préfigurant l'union nécessaire ; création de la « garantie jeunesse » pour les jeunes sans emploi ou sans formation. Ces avancées doivent beaucoup aux débats des socialistes français au Parlement européen et, dans notre parti, à la Convention internationale votée à l'unanimité en 2010 ainsi qu'au projet présidentiel pour 2012.

Tout confirme que l'approche régulatrice et solidaire que nous soutenons avec nos camarades du Parti socialiste européen (PSE) est la seule porteuse de solutions et d'espoir : la gestion difficile de la crise chypriote, la montée des extrémismes sur le continent, la faiblesse diplomatique de l'Union et l'absence de véritable pilier de défense – comme l'a démontré l'intervention au Mali que la France a conduite seule au nom de l'Europe et de ses valeurs. **Notre Europe est attendue sans délai pour compléter le budgétaire par l'économique, conjuguer le social et l'écologique, passer de la complexité bureaucratique au contrôle démocratique.**

**Les droites européennes ont abîmé l'Europe et précarisé les Européens.** Dans la mandature européenne qui s'achève, la crise financière, économique et sociale a montré le dessein des conservateurs du Parti populaire européen (PPE) majoritaire au Conseil, à la Commission et au Parlement européens : les marchés avant les peuples. À leur actif : un taux de chômage insoutenable ; des salariés en souffrance face à la dégradation de leurs conditions de travail et de leurs rémunérations ; un creusement des écarts économiques entre les États-membres, les déficits des uns alimentant l'excédent des autres ; une volonté défaillante dans les négociations commerciales ; un modèle de développement qui n'anticipe pas les impératifs de la transition écologique ; le dogme de la concurrence libre et non faussée, qui prive la puissance publique des moyens d'agir pour soutenir les industries européennes et nos capacités de recherche ; une réduction systématique du périmètre des services publics ; un budget insuffisant pour soutenir les investissements d'avenir ; le primat donné à la démarche intergouvernementale au détriment de la méthode communautaire, plus inclusive et plus démocratique.

Une décennie perdue pour l'Europe vient de s'écouler. En ce domaine-là aussi, la responsabilité des présidences Chirac et Sarkozy en France est accablante. Par absence d'anticipation, déficit de vision, défaut de conviction.

Une gestion à contretemps et à contre-cycle de la crise, à la remorque d'intérêts nationaux et électoraux de court terme, a hélas toujours été privilégiée. **Les conservateurs appliquent dans l'Union les recettes qui l'ont plongée dans la crise** : le libre-échange commercial comme horizon des relations extérieures, l'austérité comme étalon à l'intérieur de nos frontières.

La Commission Barroso dont les membres sont quasi-exclusivement de droite, négocie actuellement ou a déjà signé plus d'une trentaine d'accords de libre-échange aux cahiers des charges toujours copieux mais rarement soucieux des clauses sociales ou environnementales, ni de la réciprocité des accès aux marchés. Les industries, les travailleurs et les services publics européens en subissent le douloureux impact. « *Tous concurrents et que le moins cher gagne* » : pour nous socialistes, ni la mondialisation ni la construction européenne ne sauraient être régies par cette logique d'affrontement.

Les gouvernements de droite ont agi trop peu et souvent trop tard. De novembre 2009 à mai 2010, les atermoiements des dirigeants des États membres de l'époque, en laissant s'installer le doute sur la solidarité qui les unissait, ont transformé le sauvetage de la Grèce, pays pesant moins de 3 % du PIB de l'Union, en crise généralisée de la zone euro. C'est à travers un même processus hésitant qu'ont vu le jour les nécessaires fonds de secours européens, d'abord un dispositif provisoire en 2010 (FESF), puis un fonds permanent en 2011 (MES), mais pas encore de solution efficace et pérenne. Et c'est encore la droite européenne qui retarde, voire empêche la mutualisation d'une partie des dettes des États-membres et la création d'un « *fonds de rédemption* » préventif et dissuasif face aux attaques spéculatives.

À la remorque des événements, la Commission Barroso n'a cessé de réviser des projets législatifs qui, sitôt proposés, étaient déjà périmés. Ce fut le cas, entre autres, des textes sur les agences de notation de crédit (2008, 2009, 2011), les dispositifs de résolution des crises bancaires (2012, 2013), les exigences des fonds propres des banques (2008, 2009, 2011) ou encore les autorités de supervision des banques (2009, 2012).

**Entre progressistes et conservateurs, deux visions de l'Europe se confrontent.** Le projet communautaire est aujourd'hui meurtri par une alliance de circonstances entre les conservateurs britanniques, qui ne conçoivent l'Europe qu'à la carte et au rabais, et l'intransigeance libérale de la droite allemande. Dans ce contexte, la France possède aujourd'hui une responsabilité historique.

Il y a urgence à retrouver une conviction européenne qui ne se paye pas de mots, qui insuffle des politiques pour les peuples, et d'abord pour les personnes les plus exposées à la crise, et non qui s'essouffle sitôt les discours et les sommets achevés. Si l'aide alimentaire européenne a failli disparaître, c'est parce que plusieurs gouvernements de droite ont porté plainte devant la Cour européenne de Justice, jugeant qu'il ne relevait pas de l'Union que les Européens les plus pauvres puissent manger à leur faim. Le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) ne représente que trois millièmes du budget communautaire, mais il permet

de nourrir des millions de concitoyens. Les associations humanitaires et caritatives, ainsi que les bénéficiaires, savaient et savent que cette aide était européenne. L'attaquer n'est pas seulement un manquement aux principes qui doivent régir l'Europe, c'est un cadeau aux populistes anti-européens. Le bras de fer avec la droite continue : à défaut d'avoir enterré le programme, elle exige désormais d'en réduire drastiquement le montant.

La même indifférence et le même mépris dominant à l'heure de défendre nos intérêts communs en matière d'énergie, d'environnement et de santé publique. Au Parlement européen, les conservateurs ont refusé de voter un moratoire sur l'extraction des gaz de schiste. Plus récemment encore, ils ont saboté le marché des quotas de CO<sub>2</sub>, au nom de la défense des intérêts des entreprises les plus polluantes. En matière sanitaire, sous la pression des géants de la junk food et de l'industrie agroalimentaire, la droite a fait barrage à un système d'étiquetage permettant de préciser la qualité nutritionnelle des aliments.

Dans trop de pays du continent, en 2013, les droits des femmes sont régulièrement attaqués, qu'il s'agisse du droit à la contraception et à l'avortement, de l'allongement du congé maternité ou de l'entrée des femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Les débats sur les droits des personnes LGBT restent lettre morte : voilà quatre ans que la droite européenne bloque l'adoption d'une directive cadre anti-discriminations.

**La confrontation avec les droites européennes est pour nous un objectif : elle n'est pas une confrontation géographique entre le nord et le sud de l'Europe mais une confrontation politique entre progressistes et conservateurs partout en Europe.**

Notre vision du redressement économique et social de l'Europe passe par le retour de la croissance et la fin de l'austérité. Grâce à l'action menée depuis un an par le président de la République, la France porte désormais cette vision. Seule, rien ne sera possible. Aux socialistes, aux sociaux-démocrates et aux progressistes de convaincre. L'élection fédérale allemande en septembre prochain sera de ce point de vue en une échéance importante.

Nous voulons redonner toute sa valeur, toute sa force et tout son sens à l'amitié franco-allemande. Le sens de la relation franco-allemande, c'est d'être porteuse de projets. M. Sarkozy avait imposé une certaine pratique : non pas l'amitié franco-allemande, mais l'alignement de la France sur l'Allemagne. La proximité, ce n'est pas la facilité des embrassades. C'est une vision commune de l'Histoire, fondée sur l'égalité entre partenaires et l'ouverture aux autres. Ensemble, nous avons vocation à être un moteur pour l'Europe. Nous avons réussi ce pari pour la réconciliation de nos nations il y a cinquante ans et pour réunifier le continent il y a vingt ans. Nous devons le réussir aujourd'hui pour donner un nouvel élan à l'ambition européenne et à son projet de civilisation.

**La renaissance de l'Europe, c'est la gauche européenne.** Les socialistes français veulent l'Europe. Ce qu'ils combattent, c'est l'Europe de droite et son triptyque : dérégulation, désindustrialisation, désintégration. Imposer avec rigidité ou brutalité au plan européen – en faisant abstraction de la conjoncture, des réalités structurelles des États et du besoin des peuples d'apercevoir une perspective au terme des efforts – le rétablissement des comptes publics à l'échelle nationale, par ailleurs enjeu majeur

pour la souveraineté et la crédibilité de tout pays, mène à l'impasse. Au final, les déficits se creusent, la dette s'accroît, la croissance s'éteint, le chômage augmente, la protection sociale se délite et les extrêmes prospèrent.

**Le chemin que nous proposons, c'est la réorientation.** C'est la voie tracée par le président de la République dès juin 2012. Elle poursuit deux objectifs.

Le premier, c'est la volonté de conditionner toute avancée commune et toute évolution communautaire à des engagements d'intégration : pas de projet sans solidarité.

**L'intégration solidaire** doit devenir la règle. Ce qui est accompli à l'échelle européenne doit être favorable aux Européens. Tous nos partenaires ne s'inscriront pas immédiatement dans la démarche d'intégration solidaire, par intérêt économique ou parti-pris idéologique. Faut-il pour autant priver l'Europe de projets parce que certains veulent la figer en détournant la règle des prises de décision fondée sur la majorité qualifiée ou l'unanimité au Conseil? Nous refusons un tel blocage : l'empêchement organisé par la droite ne saurait signifier le renoncement au progrès pour les peuples.

C'est pourquoi – c'est le second objectif – nous plaillons avec François Hollande pour une **Europe différenciée**. Monnaie unique, espace Schengen, Airbus, coopération renforcée pour taxer les transactions financières, bien des succès de l'Union ont été négociés et portés par un nombre restreint de pays membres, volontaires et précurseurs, avant d'être rejoints par d'autres, voire par tous. C'est par cette méthode que nous obtiendrons demain des politiques plus intégrées à l'échelle de l'Union et d'abord dans la zone euro par un budget spécifique, l'harmonisation sociale et fiscale et le lancement de grands projets d'infrastructures industriels, technologiques, scientifiques, énergétiques.

Intégration solidaire et Europe différenciée, c'est sur ces fondements que le président de la République a engagé la réorientation de l'Europe. Pour la croissance, l'emploi, l'innovation. Mais aussi pour que l'Union pèse davantage parmi les grandes régions-puissances qui sont les moteurs du développement et de l'influence dans la mondialisation.

**Nous plaillons pour un nouveau contrat social dans l'Union européenne, qui renforce la solidarité entre les peuples et approfondisse la démocratie.** Les politiques néo-libérales conduisent à l'affaiblissement du projet européen. C'est seulement sur les bases de la coopération et de la solidarité que nous pourrions avancer pas à pas vers l'union politique.

Les propositions que nous formulons s'inscrivent dans cette ambition. C'est la contribution des socialistes français à un triple engagement :

- pour le soutien à François Hollande dans son bras de fer avec les conservateurs européens ;
- pour nourrir le débat des socialistes européens dans le cadre du PSE qui s'appête à rédiger son Manifeste pour les élections européennes du 25 mai 2014, véritable programme commun avec les socialistes européens ;
- pour faire gagner la gauche contre la droite et l'extrême-droite lors de ce scrutin.

## I - RENFORCER L'EUROPE POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI DURABLES

### Renouer avec les grands projets européens industriels et énergétiques d'excellence

Les États-membres ont engagé des politiques de consolidation budgétaire afin de rétablir leurs capacités à agir. La France a pris l'engagement de revenir à l'équilibre budgétaire en 2017. Ces efforts et ceux de nos partenaires sont nécessaires : ils seront inutiles si l'activité et la production en Europe restent au point mort. Seule une action volontaire, forte, des États permet d'atteindre l'objectif d'une relance économique, contrariée par les exigences des marchés.

Le Parti socialiste plaide depuis de nombreuses années pour le développement des réseaux énergétiques, numériques, de transports, et l'organisation de filières économiques intégrées. Cette ambition requiert des investissements massifs et soutenus dans la durée : c'est à cette double condition que sera initié un nouveau modèle de développement économique, social et écologique. Parce que c'est l'intérêt général européen qui l'exige, **les investissements d'avenir (éducation, enseignement supérieur, recherche, infrastructures vertes et numériques) doivent pouvoir être soustraits du calcul des déficits publics.**

Nous voulons une politique économique offensive, concertée entre les États-membres et avec les acteurs économiques. Il s'agit d'anticiper les mutations à l'œuvre au sein de l'appareil productif, de créer des emplois de qualité et d'accompagner les restructurations industrielles. Pour soutenir les entreprises en difficulté, favoriser la conversion des secteurs en mutation et l'émergence de nouveaux gisements de croissance, **les règles de concurrence devront être assouplies, notamment en matière d'aides d'État et d'investissements publics.** De même, les bases légales de la politique de cohésion devront être repensées pour que soit enfin interdite l'utilisation de fonds structurels en soutien de délocalisations d'activités économiques intra-communautaires.

L'Europe doit se doter d'une vision et d'une stratégie de politique industrielle. Il faut donc soutenir et développer des projets industriels européens innovants, modernes et porteurs pour l'avenir de l'économie européenne et de la croissance, dans les secteurs stratégiques et notamment dans celui de la sidérurgie ; l'expérience dramatique vécue à Florange résulte aussi de l'absence de stratégie industrielle européenne commune. Le cas Florange ne doit pas se reproduire à d'autres secteurs, il faudra donc que l'Europe joue son rôle pour éviter de tels drames économiques et sociaux. Désormais, l'Union doit mieux faire respecter la réglementation économique, sociale et environnementale, mutualiser les meilleures expériences et trouver les bonnes réponses aux problématiques industrielles telles que les surcapacités de production ; soutenir la conversion énergétique et écologique des industries traditionnelles ; et enfin améliorer la coordination des politiques nationales et européennes par l'adoption de « pactes » dédiés. C'est dans cette perspective que nous recommandons l'adoption d'un « *pacte pour la sidérurgie européenne* ».

Une politique volontariste de grands projets suppose de permettre des coopérations renforcées au sein de l'euro zone pour décider des grands investissements en matière de recherche, d'enseignement supérieur et d'innovation.

Aujourd'hui dans l'impasse des discussions entre contributeurs et bénéficiaires nets, **le budget européen doit être augmenté par l'affectation de ressources propres, aux bases dynamiques, telle la taxation sur les flux financiers, outil de lutte contre la spéculation financière.** L'objectif est de modifier la combinaison des ressources qui financent le budget de l'Union européenne. Les socialistes français encouragent les parlementaires européens à **exiger du Conseil un cadre financier pluri-annuel plus ambitieux**, pour financer les politiques européennes historiques et celles nouvellement confiées par le Traité de Lisbonne. Le prochain Parlement européen, élu en 2014, devra pouvoir renégocier le budget européen pluriannuel pour augmenter les ressources en faveur de la relance et de l'investissement. Le Parti socialiste insiste sur l'urgence d'une renégociation des rabais accordés à plusieurs pays membres, qui nuisent à l'organisation de la solidarité européenne.

**Les capacités d'intervention de la Banque européenne d'investissement (BEI) doivent être renforcées** afin d'appuyer la mise en œuvre de project bonds, en soutien aux investissements d'avenir. La BEI doit également faire du chantier de la transition écologique l'une de ses priorités : les ressources dégagées par une contribution climat-énergie aux frontières de l'Union seront mobilisées pour la financer.

### Miser sur la compétitivité-qualité et l'innovation

L'Europe doit faire le pari de la qualité et de l'innovation. Les économies européennes se font aujourd'hui concurrence. L'industrie se délocalise au sein même de l'Europe au gré des avantages fiscaux, des niveaux de salaires et des règles environnementales.

Pour se relancer et faire de nouveau la course en tête à l'international, l'économie européenne doit se distinguer par son excellence, sa capacité d'innovation et la qualité de la formation de sa main d'œuvre qui seront gages de sa plus grande compétitivité face aux États-Unis, mais aussi à la Chine, à l'Inde, à la Russie, au Brésil, à l'Afrique du Sud et aux autres puissances émergentes, en Amérique latine ou en Afrique.

Outre la constitution de nouveaux champions industriels européens, nous plaçons pour **l'encouragement à l'entrepreneuriat et la mise en réseau des pôles de compétitivité, des centres d'excellence universitaires et outils de recherche** au sein de l'Union. De même, nous souhaitons la mise en place d'**une véritable agence de l'innovation industrielle et de la réindustrialisation**, adossée à la BEI. Celle-ci a notamment vocation à soutenir le développement des véhicules décarbonés.

### Faire de l'Europe le continent de la transition écologique et de la conversion énergétique

Court-termiste, productiviste, inégalitaire, pollueur, bref insoutenable, le modèle de croissance actuel est à bout de souffle. Pour nous, la transition écologique et énergétique n'est pas une contrainte mais une opportunité pour redonner un horizon collectif, susciter l'adhésion populaire et **faire de l'Europe le premier éco-continent de la planète.** Encore doit-elle s'en donner les moyens !

La transition énergétique est un enjeu géopolitique adossé à une triple nécessité : répondre aux besoins de tous, sécuriser les approvisionnements et réduire drastiquement les émissions de gaz à effets de serre. N'oublions jamais que c'est sur la mise en commun des capacités dédiées au charbon et à l'acier que l'Union s'est construite. Nous proposons à nos partenaires la mise en œuvre d'une **Communauté européenne des énergies**, coopération renforcée rendue possible par les traités actuels qui permettra le développement de la rentabilité industrielle. Elle est décisive pour assurer l'indépendance énergétique des 27, diversifier les sources de production en misant sur les énergies renouvelables, réduire nos consommations et encourager les nouvelles technologies de stockage d'énergies intermittentes.

Les outre-mers doivent être un modèle pour l'Europe de la transition écologique avec pour objectif de **tendre vers le 100 % renouvelable en 2050.** La Réunion évalue actuellement un mix énergétique comportant plus de 50 % d'énergies renouvelables. Cet objectif pourra être atteint dans toutes les ROM à moyen terme et se prolonger vers une autonomie complète 100 % renouvelable dans le futur.

La transition écologique de l'industrie repose sur la généralisation de **l'éco-conception des produits** qui permet d'anticiper et de réduire l'ensemble des externalités environnementales d'un produit à toutes les étapes de sa vie, dès sa conception. C'est à l'Union, jamais avare de production normative, de définir les règles qui la rendront possible et dépasseront les intérêts nationaux. L'Europe doit favoriser la durabilité des biens et combattre l'obsolescence programmée. La mutation vers un nouveau modèle passe aussi par la production de biens plus respectueux de l'environnement et recyclables dans une **économie circulaire** qui privilégie la relocalisation de la production et les circuits courts : l'Union peut y contribuer et les valoriser. De même, développons une vision européenne de **l'économie sociale et solidaire** ! Économie sociale, économie solidaire, tiers secteurs, secteur associatif, coopératives, mutuelles, entrepreneuriat social doivent être mobilisés pour leurs gisements d'emplois, d'innovation sociale, leur gouvernance démocratique aussi. La Commission et le Parlement ont déjà reconnu l'importance croissante de ce secteur dans l'économie européenne. Aller au-delà consiste à veiller à ce que le cadre réglementaire européen en matière d'aides publiques et de marchés publics ne viennent pas fragiliser le financement du secteur tel qu'il existe actuellement, à sécuriser les budgets consacrés à l'entrepreneuriat social dans le cadre du Fonds social européen pour la période 2014-2020, à encourager la reprise d'entreprises par les salariés.

Les socialistes veulent mettre l'avenir des filières dites « traditionnelles » au cœur du projet européen : il y a un avenir pour tous les secteurs industriels à condition qu'ils opèrent leur mutation. Le rôle de la puissance publique, locale, nationale et européenne, est de les accompagner dans les transitions nécessaires tout en luttant contre l'asymétrie des coûts internationaux.

La production, c'est aussi l'agriculture. La PAC doit être réformée en profondeur pour plus de justice dans la répartition du soutien et pour promouvoir un développement plus durable, nécessaire à la transition écologique du secteur agricole. L'enjeu pour les territoires est majeur : fournir une alimentation en quantité suffisante, saine, diversifiée et de qualité pour des populations en augmentation ; mieux protéger et valoriser plus efficacement les ressources naturelles ;

lutter contre le réchauffement climatique en utilisant les sols agricoles et la forêt en tant que puits de carbone ; valoriser le potentiel des zones rurales pour la production de biens non alimentaires (énergie tirée de la biomasse, agro-matériaux, éco-produits, etc.) et services (agrotourisme), promouvoir l'agro-écologie et les circuits courts producteur-consommateur ; développer un bassin d'emploi non-délocalisable. Il est par ailleurs impératif de disposer d'outils de maîtrise des volumes produits. La politique commune de la pêche doit privilégier la disparition de la surpêche et la protection de la ressource halieutique en réorientant les objectifs communs vers une pêche durable.

### **Mieux associer les RUP et les PTOM, relais de l'UE dans le monde**

Grâce aux Pays et territoires d'outre-mer et aux Régions Ultrapériphériques (RUP), l'Union européenne est présente sur l'ensemble des mers et océans du monde. Les régions ultra-périphériques sont des territoires d'appartenance mondiale pour les citoyens de toutes les nations européennes.

Des perspectives économiques, géostratégiques et culturelles qui sont ouvertes par des régions dispersées dans le monde (présence sur quatre océans, biodiversité importante...) sont un atout indispensable pour faire rayonner les valeurs portées par l'Europe. La faculté d'adaptation de la législation européenne permise par l'Article 349 du TFUE devra être pleinement mise à profit dans l'ensemble des régions.

### **Affirmer l'Europe sur la scène internationale**

L'Union européenne doit être capable de parler d'une même voix face à ses partenaires extérieurs, mais aussi en matière de défense ou d'action humanitaire. Dans un monde où pèsent de nouvelles menaces, la souveraineté et la sécurité européennes constituent un enjeu stratégique. À l'ère des relations multilatérales, c'est dans le respect du droit international et de la Charte des Nations unies qu'elles doivent s'exercer.

La dizaine d'opérations militaires et la vingtaine de missions civiles européennes en cours démontrent l'excellence de nos forces armées, l'efficacité de nos capacités de projection et le bien-fondé des valeurs qui les mobilisent. Le Conseil européen de décembre 2013, consacré à l'Europe de la Défense, doit être l'occasion de **consolider les fondements de la sécurité commune de l'espace européen**. Nous sommes favorables à la création d'un pilier européen de l'OTAN. Nous voulons encourager la mise en œuvre de davantage de projets communs capacitaires et d'acquisition d'équipements. De même, les socialistes français souhaitent amplifier la réflexion stratégique pour que l'Union européenne s'adapte au nouvel environnement géostratégique global et que soit apportée une définition détaillée des missions de sécurité communes. Pour nous, c'est un enjeu décisif: **il faut tirer les leçons des réactions contradictoires parmi les États-membres pour assumer les conflits proches de l'Europe et les lacunes capacitaires d'intervention (Libye, Mali), et définir ensemble de nouveaux outils** alliant prévention et gestion des crises, planification et intervention militaires, financements et aides conditionnées à des principes universels.

Vouloir l'Europe de la Défense, c'est aussi **soutenir une industrie de haute technologie à forte valeur ajoutée et des dizaines de milliers d'emplois peu délocalisables**. Par ses applications tant civiles que militaires et ses programmes de recherche, cette chaîne de valeur a créé des bassins d'emploi dynamiques dont bénéficient plusieurs régions en Europe.

En matière de coopération et de développement, l'Europe doit résolument **faire le choix de la Méditerranée et de l'Afrique**. Tout y incite : notre proximité géographique, nos relations historiques, une culture partagée autant que le dynamisme économique et les perspectives démographiques et de croissance du continent africain. Les révolutions arabes n'ont pas seulement ouvert la voie à la démocratisation d'une grande partie du Maghreb. Elles permettent aussi d'imaginer, à terme, un partenariat renouvelé entre les deux rives de la Méditerranée, susceptible de constituer une alliance régionale à la hauteur des enjeux de la mondialisation.

Successivement, à Dakar puis à Kinshasa lors du Sommet de la francophonie, le président Hollande a tenu un discours de la fraternité retrouvée entre la France et l'Afrique, rompant ainsi avec les pratiques de la « Françafrique » et réparant l'affront que son prédécesseur avait infligé aux Africains dans un discours funeste. Nous voulons **que l'Europe bâtisse un nouveau partenariat avec l'Afrique** respectueux et transparent, sincère et solidaire, au service du développement et de la démocratie, de manière bilatérale, mais également multilatérale en coopération avec les organisations internationales existantes, en particulier l'Union africaine.

Les révolutions arabes ont soulevé d'immenses espoirs, mais l'avènement de la démocratie, de l'État de droit et du bien-être social dans le monde arabe s'oppose aujourd'hui fortement aux blocages et aux conservatismes. Nous voulons une Europe solidaire de ces pays au moment même où leur transition démocratique et économique a le plus besoin de soutien.

Le rayonnement de l'Europe autant que son développement doivent conduire à **rompre avec une politique migratoire et du droit d'asile conduite sous le seul prisme de la chasse aux fraudeurs**.

Le tropisme économique, diplomatique et militaire des États-Unis pour l'Asie-Pacifique confère à l'Europe une responsabilité plus grande encore au Proche et au Moyen-Orient. Alors que la Syrie s'enfonce dans un conflit toujours plus meurtrier qui a fait près de 100 000 victimes, la mobilisation de la communauté internationale ne doit pas faiblir. La France agit en ce sens en apportant son soutien à la coalition nationale syrienne. Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont décidé, à l'initiative des autorités françaises, d'amender le régime européen des sanctions afin de pouvoir l'aider davantage. La solution à la crise doit être politique, mais les opposants au régime de Bachar Al-Assad doivent avoir les moyens de se protéger.

Concernant le **conflit israélo-palestinien**, il est urgent de relancer le processus de paix. Plus on attend, plus la solution des deux États sera difficile à atteindre. Comme l'Union européenne et l'administration Obama, nous considérons que la seule issue juste et durable au conflit est la création d'un État palestinien viable et la garantie de la sécurité d'Israël. L'urgence, c'est le retour à des négociations directes entre les deux parties, sans conditions préalables, et sur des bases crédibles. Conformément aux résolutions

des Nations unies et à la position de l'Union européenne, le Parti socialiste appelle de ses vœux cette négociation et condamne la colonisation dans les territoires palestiniens. Nous sommes opposés au blocus de Gaza et nous appelons à sa levée. Comme elle l'a montré en janvier dernier en votant le rehaussement du statut de la Palestine au sein de l'ONU, la France agit et agira pour cette solution pacifique et durable.

## II FAIRE GAGNER LES EUROPÉENS DANS LA MONDIALISATION ET FAIRE PROGRESSER NOTRE NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

### Réguler la finance

Le chantier de la régulation financière et bancaire doit être amplifié et mené à son terme : c'est une priorité de la prochaine mandature du Parlement européen car c'est aussi l'absence de volonté politique face aux marchés qui a précipité la crise de la zone euro.

**Les socialistes français seront vigilants sur la mise en œuvre de l'Union bancaire.** Voulu et obtenue par François Hollande, elle est combattue insidieusement par les conservateurs britanniques et allemands, ces derniers réclamant désormais une modification des traités pour sa mise en œuvre effective. Nous veillerons notamment à l'extension du périmètre des organismes bancaires concernés et à la mise en place d'une autorité de résolution bancaire distincte de la BCE ainsi que d'un fonds de résolution de crise abondé par tous les établissements financiers transfrontaliers. Nous réaffirmons la nécessité de garantir les dépôts pour tous les États, en toutes circonstances, avec la création d'un fonds unique européen des garanties des dépôts européens.

**La régulation des salaires et bonus des traders,** arrachée de haute lutte par la gauche au Parlement européen, doit également être mise en œuvre sans attendre.

**Les obligations de transparence des banques dans les paradis fiscaux et la régulation de leurs activités** doivent enfin devenir une réalité dans toute l'Union : nous défendons notamment la directive sur la régulation bancaire, inspirée du rapport Liikanen, une première étape. Plus largement, nous voulons interdire les activités des groupes opérant dans les paradis fiscaux ; réviser la directive européenne sur la fiscalité de l'épargne pour l'appliquer à de nouveaux produits et à un champ d'acteurs plus larges ; systématiser l'échange automatique d'informations fiscales ; séparer les activités utiles à l'économie des activités spéculatives pour éviter une réédition de la crise financière ; renégocier les conventions fiscales de l'Union avec les pays tiers ; durcir la réglementation des hedge funds adoptée en 2010 ; interdire le trading de haute fréquence ; créer une agence européenne publique, publiant sur les titres de dettes publiques à dates fixes, car les notes édictées par les agences privées n'ont ni valeur économique, ni objectivité.

### En finir avec le dumping social et fiscal

Le dumping social et fiscal, c'est le contraire du projet européen ! À la solidarité, il substitue l'affrontement entre les pays, la concurrence entre les salariés, l'abaissement

des standards sociaux, l'exploitation des ressources et l'épuisement de la biodiversité. Après des décennies de concurrence, nous voulons la convergence. La coopération doit prévaloir, pour les niveaux de vie, les protections sociales, les règles fiscales et les stratégies économiques des États.

L'emploi et le pouvoir d'achat sont les préoccupations premières de nos concitoyens. Malheureusement, la question sociale est le parent pauvre de la construction européenne telle que les conservateurs la conçoivent. La lutte contre le chômage et les inégalités doit être la priorité de la prochaine étape de la construction européenne : c'est ainsi que le projet européen suscitera de nouveau la confiance et l'espérance parmi les peuples. Nous faisons nôtre l'ambition d'un « **traité social européen** », notamment porté par la Confédération européenne des syndicats. Son objectif est d'assigner aux politiques communautaires les objectifs d'intérêt général que sont l'amélioration des conditions de vie et de travail, la qualité des emplois, la lutte contre les discriminations à l'embauche et dans les rémunérations, le dialogue social, le développement durable. Le traité social devra garantir à tous les salariés dans l'Union européenne les droits fondamentaux que sont les droits du travail, le niveau de protection sociale, le droit syndical et l'instauration du principe de la clause la plus favorable. Le temps des actes est venu et les socialistes français souhaitent que soit rapidement défini l'agenda de cette union sociale.

Cette dernière passe également par la création d'un  **salaire minimum** au sein de chaque État et par l'objectif d'une convergence par le haut des standards sociaux les plus importants, en particulier pour aller vers un SMIC européen, ainsi que la mise en place d'un revenu minimum. L'emploi est le premier moyen de répartition des richesses, c'est pourquoi combattre le chômage doit être la priorité des institutions européennes. Elle justifie **la révision des directives relatives au temps de travail et aux travailleurs détachés, ainsi que la directive services**. La réduction du temps de travail est pour nous un objectif de progrès économique et social.

Depuis 2007, le recours à des entreprises étrangères prestataires de services et à leurs salariés européennes est légal en France. Théoriquement, ces entreprises doivent rémunérer les salariés qu'elles détachent aux conditions du pays dans lequel se déroule le contrat, sauf à ce que le droit du pays d'envoi soit plus favorable.

Or, en l'absence de dispositions concrètes de contrôle coordonnées entre États membres, ces pratiques donnent lieu à un dumping social et à une forme d'esclavage moderne : salaires impayés, absence de protection sociale, dangerosité des postes occupés, hébergement de fortune.

Un rapport d'information du Sénat en date du 18 avril 2013 pointe la banalisation de la fraude à travers des montages juridiques complexes. Le ministère du Travail évalue en France le nombre de travailleurs « low-cost » sans déclaration à 300 000 essentiellement dans les secteurs de la construction (1/3), l'industrie (25%) et du travail temporaire (20%). 1,5 million de travailleurs sont concernés dans l'Union. Cette pratique détestable développe le sentiment d'une captation des emplois par des salariés étrangers forcément moins coûteux attisant ainsi une forme de xénophobie.

La Commission européenne devrait normalement proposer une directive destinée à lutter contre ce type de fraude. Ce sujet ne peut toutefois être laissé dans son application à son bon vouloir. Il est proposé de renforcer de façon conséquente les dispositions concrètes de contrôle coordonnées entre États membres et de réaffirmer que le droit du travail national

s'applique à tout travailleur salarié exerçant sur le territoire national sauf s'il est plus favorable.

### **L'Europe doit proclamer son attachement au modèle social et à la notion de service public.**

En matière de services publics, l'autonomie locale et régionale consacrée à l'article 14 et au protocole 26 du Traité de Lisbonne doit primer sur les seules règles du marché et de la concurrence. Ainsi, les pouvoirs publics doivent rester libres de déterminer l'organisation et le financement des services sociaux d'intérêt général. En outre, il faut un agenda européen du logement social qui exempte celui-ci des règles de concurrence et consacre la mixité sociale.

Les socialistes français plaident avec constance pour une **harmonisation de l'assiette et une convergence progressive des taux des principaux instruments fiscaux** (impôt sur les sociétés, impôt sur l'épargne, TVA, etc.), ainsi que pour **la mise en place d'une fiscalité écologique aux frontières de l'Union** (« *écluses* » tarifaires, taxe carbone aux frontières). C'est ainsi que nous lutterons contre la logique du « *moins disant* » et dissuaderons les délocalisations. L'Union a vocation à devenir un acteur majeur de la lutte internationale contre la fraude et l'évasion fiscale. L'harmonisation des dispositions contenues dans les conventions fiscales bilatérales existantes entre les États-membres et les États tiers constitue une priorité. Elle doit s'accompagner d'une extension à l'ensemble des États-membres des conventions fiscales bilatérales avec les États tiers les plus avantageuses. Cette harmonisation doit conduire à terme à la mise en œuvre de conventions fiscales multilatérales. Les États-membres doivent en outre redéfinir la notion d'établissement stable pour lutter contre l'évasion fiscale menée par les grands groupes multinationaux.

Les convergences sociales forment un outil majeur de lutte contre le dumping social, contre les délocalisations et elles redonnent un sens au projet des pères fondateurs de l'Europe : la prospérité partagée condition d'un développement économique durable.

### **Consolider la zone euro pour la mettre au service de la croissance et de l'emploi**

La convergence, c'est aussi celle de l'Union économique et monétaire. L'explosion de la zone euro a bel et bien eu lieu quand les marchés financiers ont distingué la qualité de la dette souveraine libellée en euros des différents États-membres. Le choc des compétitivités sans convergence a mis en concurrence leurs choix politiques sous le prisme de l'idéologie néo-libérale.

À court terme et pour endiguer la crise, nous plaillons, comme les socialistes de ces pays, pour **la réouverture de la négociation sur les plans imposés à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne**, plans d'austérité aveugles qui maintiennent ces pays dans le chômage de masse et la récession sans aucun effet sur la réduction de leur dette publique. Chaque année, la Grèce rembourse en intérêts ce que l'Europe lui prête ; la dette du Portugal ne cesse de s'accroître en dépit des plans d'austérité... Sans une remise à plat de la dette de ces pays, et du calendrier de la consolidation budgétaire, la crise de la zone euro perdurera. **L'indispensable réduction des déficits publics doit tenir compte d'objectifs crédibles de solde structurel qui n'entravent pas le rôle des stabilisateurs automatiques et la priorité donnée à la reprise de l'activité.**

Pour des politiques plus intégrées et une gouvernance efficace, nous souhaitons **la mise en place d'un budget spécifique à la zone euro** alimenté par des ressources propres.

De même, **le Pacte de stabilité doit être révisé dans une logique de coopération et non pas de sanction pour donner la priorité au soutien à la croissance dans chaque pays, en tenant compte de ses spécificités, et à l'échelle de l'Union. L'Europe a besoin de croissance, pas d'austérité.** Nous plaillons pour un calendrier étendu, crédible et réaliste de réduction des déficits publics. La trajectoire des finances publiques doit respecter le cycle économique et les politiques contra-cycliques nécessaires pour combattre le chômage. C'est ainsi que seront conjointement poursuivis les objectifs de maîtrise des déficits publics et de soutien aux dépenses d'avenir indispensables. Celles-ci doivent être sanctuarisées au service d'un modèle de développement durable et créateur d'emplois. Aussi, nous souhaitons que **les dépenses d'investissement soient exclues du calcul des déficits.**

**Le Mécanisme européen de stabilité (MES) doit bénéficier d'une licence bancaire et pouvoir accéder aux liquidités de la Banque centrale européenne (BCE)** afin d'assurer le rôle de prêteur en dernier ressort au sein de la zone euro et constituer un pare-feu efficace contre les attaques spéculatives sur les dettes souveraines des États. Nous voulons réviser le mandat, le périmètre d'intervention et les modalités d'intervention de la BCE, en permettant notamment qu'elle achète, dès leur émission, des titres de dettes souveraines sur le marché primaire. Elle deviendra ainsi une banque à part entière, à l'instar de la FED américaine. De cette façon, la conduite de la politique monétaire sera au service des objectifs de croissance et de création d'emplois au même titre que de la stabilité des prix.

Les décisions prises au niveau des 17 États de la zone euro échappent à tout contrôle démocratique. Il revient au Parlement européen et à la Conférence interparlementaire de créer un organe de gouvernance spécifique à la zone euro. Nous voulons créer un gouvernement économique de la zone euro pour définir en commun les grandes orientations de la politique économique, budgétaire et financière. Pour être efficace économiquement il a besoin d'être légitime politiquement : nous voulons la création d'une instance parlementaire de la zone euro. Le contrôle démocratique des grandes orientations de politique économique adoptées par la Commission européenne et le Conseil doit être renforcé. Sur le modèle de l'Eurogroupe, nous plaillons pour la mise en place d'un « Eurogroupe social » réunissant les ministres des affaires sociales de l'Union économique et monétaire.

Enfin, l'Europe doit agir en faveur d'**une parité plus équilibrée de l'euro, aujourd'hui surévalué par rapport au dollar américain, au yuan chinois et au yen japonais** en proposant un nouvel ordre monétaire international et en confiant la politique de change aux autorités politiques de l'Union. Comme le prévoit le traité, le Conseil européen doit utiliser pleinement sa compétence en matière de politique de change sur l'euro. La France doit, très vite, la proposer à l'ordre du jour du Conseil européen. Une négociation permanente et quadripartite (Union européenne, États-Unis, Chine, Japon) concernant les politiques monétaires doit être mise en place. Le président de la République l'a dit avec force devant le Parlement de Strasbourg : « *une zone monétaire doit avoir une politique de change sinon elle se voit imposer une parité qui ne correspond pas à l'état réel de son économie* ».

La mutualisation à grande échelle des dettes des États-membres de la zone euro par **l'émission d'eurobonds** sera garantie par la convergence des modèles économiques, sociaux et fiscaux au sein de la zone euro. À moyen terme, la création de titres de dette de la zone euro à maturité courte – les « *EU bills* » – doit aussi être envisagée pour permettre aux États-membres de la zone euro de faire face à des difficultés de financement de leur dette sur une courte période. Nous appelons à la création d'un budget de la zone euro, intégré au budget communautaire, basé sur des ressources propres et validé par une structure démocratique, le parlement de la zone euro.

### Imposer la réciprocité dans l'échange commercial

Dans la compétition exacerbée que se livrent les puissances mondiales et notamment face à la concurrence croissante des pays émergents, deux dangers guettent l'Europe : s'engager dans la course au moins disant, perdue d'avance, et ouvrir ses marchés sans protéger ses salariés, ses entreprises, ses savoir-faire. Tous les continents protègent leurs emplois et leur base productive, à commencer par les États-Unis. Vue des autres puissances commerciales, la candeur des instances européennes à offrir leurs potentialités surprend autant qu'elle réjouit.

Nous demandons **la mise en place d'un juste-échange**, fondé sur le respect des droits de l'Homme, de la démocratie, du progrès social et de la protection de l'environnement. Il s'agit de promouvoir un modèle économique et social plus juste, plus solidaire et durable à l'échelle mondiale. Nous devons avoir pour objectif, notamment en prenant appui sur la Confédération européenne des syndicats, de favoriser le développement du mouvement social à l'échelle internationale, d'apporter un soutien aux mouvements sociaux dans les pays où le syndicalisme est faible et réprimé, d'œuvrer pour une meilleure intégration des normes sociales dans chaque pays, de soutenir les légitimes revendications des ouvriers dans les pays émergents, et de développer le dialogue social comme facteur de développement.

L'Union doit mener la bataille au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et exiger le respect des normes fondamentales définies par les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), des normes de lutte contre le réchauffement climatique, des normes techniques et sanitaires de protection des consommateurs européens. Si ces négociations devaient échouer, l'Union européenne devrait augmenter les droits de douane sur les produits qui s'affranchissent de ces normes le temps qu'elles soient respectées, et rétablir les tarifs extérieurs communs. Dans le cadre des accords commerciaux bilatéraux entre l'Union européenne et ses partenaires, nous plaçons pour le renforcement des clauses de sauvegarde et de réciprocité visant à garantir la loyauté des échanges.

**C'est dans cette perspective que doivent être abordées les négociations commerciales États-Unis/Union européenne.** Les socialistes français sont extrêmement réservés sur l'opportunité de cet accord. Il n'y a aucune raison de se précipiter : les enjeux et les secteurs concernés sont stratégiques – les marchés industriels, de défense, agricoles, financiers, énergétiques et de brevet sont notamment concernés. Nous souhaitons la mise en place d'un véritable partenariat qui appelle une association entre égaux autour d'objectifs et de projets communs et qui respecte les valeurs de chacun. Les autorités américaines

doivent respecter les engagements pris dans le cadre du G20. L'exclusion explicite de la culture, du cinéma et des services audiovisuels du champ de la négociation de cet accord est un préalable indiscutable. Nos exigences sont connues :

- non remise en cause des choix de société en matière de santé, éthique, de travail, de consommation, d'agriculture, qui constituent nos « préférences collectives », ciment du modèle social européen ;
- nécessaire protection des données personnelles et des droits de propriété industrielle et intellectuelle et les indications géographiques ;
- préservation de la qualité des services publics ;
- défense des intérêts stratégiques.

La qualité des négociations doit primer sur le calendrier. Nous ne nous positionnerons sur la ratification de cet accord qu'au vu de leurs résultats effectifs et de la réalité de la réciprocité commerciale qu'elles établiront.

En aucune façon, les socialistes ne pourront accepter de ratifier un traité qui mettrait en cause les intérêts économiques, stratégiques et le modèle social de la France et de l'Europe.

### Miser sur la jeunesse européenne

L'augmentation du chômage des jeunes porte en germe le risque de déséquilibres insoutenables et d'une génération sacrifiée. Nous ne l'acceptons pas. C'est pourquoi nous plaçons pour **l'adoption d'un véritable pilier social européen** aux côtés de l'Union économique et monétaire.

Dans ce cadre, nous devons notamment **généraliser la « garantie jeunes »** qui vise à permettre dans les quatre mois à un jeune sans emploi ou sortant du système éducatif de se voir proposer une nouvelle formation, un enseignement, un apprentissage ou un emploi. Son enveloppe doit être portée à 10 milliards d'euros pour assurer la solidarité entre les États.

L'encadrement des stages, obligatoirement inscrits dans une formation, mais aussi l'encadrement de leur rémunération et de leur protection sociale, devront faire l'objet d'une harmonisation européenne au cours de la prochaine législature.

Nous souhaitons **un cadrage européen des diplômes** (contenu, intitulés, encadrement, volume horaire) avec la mise en place d'un véritable **service public européen de l'enseignement supérieur**, mais aussi la création d'un **fonds européen d'aide à la mobilité étudiante** en complément d'Erasmus. Nous voulons élargir l'accès à la mobilité européenne à toute la jeunesse en développant Erasmus pour tous (notamment aux apprentis et aux jeunes en formation professionnelle) et en renforçant le programme Leonardo.

### Renforcer l'Europe en tant que puissance culturelle dans la mondialisation

Il ne peut y avoir de grand projet européen sans une grande ambition culturelle portée par l'Europe. Les pays qui la composent jouissent d'une diversité culturelle unique. Ils abritent un patrimoine culturel d'exception et voient s'épanouir des pratiques artistiques parmi les plus novatrices dans tous les domaines de la création. Il est

essentiel d'avoir de l'ambition au niveau européen pour que ces atouts culturels majeurs soient préservés et promus dans notre dialogue avec le reste du monde. La culture européenne a donc besoin de soutien. Pourquoi ne pas développer **un fonds européen de la culture**, financé par une taxation des flux de données, puissants pourvoyeurs de contenus culturels ?

La création d'**un fonds de solidarité pour le maintien du patrimoine culturel européen** serait aussi un moyen de faire face à la situation actuelle, de pourvoir au risque de désengagement des pays les plus endettés, d'éviter les dégradations et de garantir l'avenir et la transmission intacte de ce patrimoine aux générations futures. Il est par ailleurs essentiel de rappeler que les sociétés européennes acceptent de consacrer une partie de leur richesse à soutenir l'art et la culture car ce sont des biens communs qui élèvent la conscience publique.

Le Parti socialiste se réjouit que les autorités françaises se battent pour retirer les services audiovisuels et cinématographiques du champ de l'accord commercial de la Commission européenne avec les États-Unis. Après des années de combat pour imposer le principe de protection de la diversité culturelle au sein de l'Europe et de l'Unesco, un recul aurait été une véritable défaite. Nos parlementaires et nos ministres se sont clairement exprimés. Aux côtés de son gouvernement et du président de la République, le Parti socialiste rappelle que la France ne transigera pas sur la défense de l'exception culturelle.

### III DÉMOCRATISER L'EUROPE AVEC LES PEUPLES

#### Renforcer l'appartenance à une citoyenneté européenne

Nous refusons l'Europe technocratique et préférons celle des élus de la démocratie au service des peuples. L'obsession du consensus technique, qui a envahi les institutions européennes, annihile trop souvent les débats et brouille les clivages. C'est pourquoi nous voulons une politisation de l'Union, sur des bases claires et transparentes.

Cette ambition suppose **d'associer plus étroitement les parlements nationaux aux décisions communautaires**. Dans cette optique, nous plaillons en France pour la tenue systématique de débats à l'Assemblée nationale et au Sénat avant chaque Conseil européen. Ils permettront une meilleure articulation avec le travail des députés socialistes français au Parlement européen. Plus généralement, nous appelons **à une plus grande valorisation du travail des députés européens**, élus au suffrage universel direct. Ainsi, les débats au Parlement européen pourraient être diffusés par les chaînes du service public. Plus globalement, il conviendrait d'ouvrir une plus grande place aux débats européens dans les médias, notamment à la télévision. Le Parlement européen et les parlements nationaux doivent pouvoir intervenir, d'une part séparément, et d'autre part conjointement, à toutes les étapes du semestre européen. Le Parlement Européen doit être placé sur un pied d'égalité avec le Conseil de l'Union européenne en ce qui concerne le vote du budget de l'UE ce qui implique qu'il puisse également se prononcer sur la partie recettes. Cette réforme deviendra d'autant plus légitime au fur et à mesure que

le budget européen sera basé sur des ressources propres. Le budget qui reste une compétence nationale mais qui nécessite une coordination au niveau européen, constitue une matière où les deux légitimités, européenne et nationale, doivent être mutuellement renforcées.

Dans le même esprit, lors du scrutin de 2014, nous soutenons de toutes nos forces **la proposition du PSE d'une candidature socialiste commune à la présidence de la Commission européenne**. Le président de la Commission sera l'émanation directe de la majorité au Parlement. Lors des élections européennes, nous voulons que les candidats aient pour **obligation de déclarer leur appartenance à une famille politique européenne**. Au Parlement européen, nous souhaitons bâtir des majorités durables et solides.

Les socialistes français sont favorables à une révision des modes de décision du Conseil européen. Les règles d'unanimité et de majorité qualifiée entravent et ralentissent la prise de décision. Il est urgent de les assouplir très vite, notamment sur les politiques fiscales et sociales, particulièrement au sein de la zone euro.

Il est fondamental de renforcer les instruments de mobilisation citoyenne. Outil direct à disposition des citoyens, **l'initiative citoyenne européenne (ICE)** est aujourd'hui une réalité. Nous voulons faire connaître cet outil auprès des citoyens. L'Union doit soutenir activement les ICE, en les rendant plus accessibles aux citoyens et plus simples d'usage.

#### Renforcer les pouvoirs du Parlement, représentant élu des citoyens

**Nous voulons l'Union politique car l'Europe est bien plus qu'un marché et doit pouvoir dépasser les seuls intérêts nationaux. Cette ambition suppose de renforcer les pouvoirs du Parlement européen. Il doit se voir reconnaître le droit de proposer des lois.** Un partage de l'initiative législative entre la Commission et les parlementaires européens permettrait de répondre aux exigences de la démocratie représentative. Les citoyens seraient ainsi mieux entendus et leurs représentants pourraient mieux relayer leurs demandes. Cette innovation compléterait le « droit d'initiative citoyenne ».

**Le Parlement européen doit également devenir co-décisionnaire pour l'examen annuel de croissance aujourd'hui assuré par le seul Conseil sur proposition de la Commission.**

Il doit participer étroitement à toutes les étapes du « semestre européen » au cours duquel est mise en œuvre la coordination des politiques budgétaires.

Il doit aussi pouvoir entendre et contrôler les responsables du Mécanisme européen de stabilité et ceux de la Troïka, dont la légitimité est largement remise en cause depuis l'épisode chypriote. Il doit également discuter et contrôler les « recommandations par pays », que la Commission européenne retourne aux États-membres, après examen de leurs projets de budgets nationaux.

La conférence interparlementaire réunissant le Parlement européen et les délégations des parlements nationaux compétentes dans les domaines budgétaire, économique, social et financier, doit être renforcée.

## Mettre la démocratie sociale au cœur de l'Europe

Pour mettre en œuvre le pilier social, **soutenir les partenaires sociaux et associatifs** est essentiel. Ils sont souvent marginalisés au niveau européen. En vérité, tout est à faire.

Nous demandons que la **Commission européenne sollicite la Confédération européenne des syndicats (CES)** pour l'élaboration de tout texte concernant les droits des salariés et la réglementation du travail.

Nous plaçons pour **un renforcement du rôle et des missions du Comité économique et social européen (CESE) et de la Conférence tripartite.**

L'Europe doit se donner pour objectif de réduire les inégalités d'accès à des soins de santé de bonne qualité entre les États et mettre en place un système d'assurance sociale universelle pour tous les citoyens européens. Un pôle santé doit être créé au sein de l'Europe.

## Pour une Europe de la proximité qui utilise les potentialités des collectivités territoriales

À l'origine de deux tiers des investissements publics européens et faiblement endettées, les collectivités territoriales sont à la fois les moteurs de l'investissement public et les garantes des mécanismes de solidarité dans nos territoires. Elles ont un rôle-clé pour préparer la mutation écologique et la relance des industries du XXI<sup>e</sup> siècle car c'est dans les villes et les régions que nous réduisons les émissions de gaz à effet de serre et notre consommation énergétique et que nous rendons les bâtiments et les transports plus économes en ressources. L'amélioration du cadre de vie et l'accès à des services publics efficaces pour tous, dans les quartiers en difficulté, comme dans les zones rurales ou périphériques, suppose aussi des investissements publics de long terme en matière d'éducation, de santé et d'information.

Une politique de relance européenne doit par conséquent donner toute sa place aux collectivités territoriales. La nouvelle séquence de la politique régionale de l'Union européenne après 2013 doit refléter, en termes budgétaires, les nouveaux défis auxquels font face les collectivités territoriales. Les États-membres devront pleinement associer les collectivités territoriales à la mise en œuvre du budget de l'Union pour dégager de nouvelles synergies entre les différents niveaux de gouvernance. Conformément à la revendication portée par le Comité des régions de l'Union européenne, les propositions législatives européennes devront faire l'objet d'analyses d'impact territorial préalables pour mesurer leur valeur ajoutée sur le terrain et garantir le respect du principe de cohésion territoriale inscrit dans le Traité de Lisbonne.

## Préserver et développer les droits des Européens

La **Charte des droits fondamentaux** doit s'imposer juridiquement aux États-membres.

Défendre la démocratie et les droits de l'Homme au sein de l'Union est un impératif à l'heure où en Hongrie, les libertés publiques et les droits civiques sont remis en cause par une alliance entre la droite de Viktor Orban, membre du PPE, et l'extrême-droite multi-nationaliste et xénophobe.

L'espace de liberté, de sécurité et de justice, créé par l'Union, protège et promeut les droits humains, les libertés civiles et politiques. L'Europe doit être capable de sanctionner efficacement les atteintes aux droits fondamentaux. **Le Conseil, le Parlement européen et la Commission, doivent se saisir de leur capacité actuelle de sanctionner les États-membres qui bafouent les droits fondamentaux de leurs citoyens**, en appliquant l'article sept du traité de Lisbonne, qui permet de suspendre le droit de vote des États coupables au sein du Conseil.

La lutte contre les discriminations est un combat majeur : c'est une exigence de notre histoire, c'est un devoir pour le présent. La laïcité, pour nous socialistes français, est le ciment du vivre ensemble. Nous souhaitons, et d'abord au sein du PSE, qu'un débat permette d'aboutir à une définition partagée permettant d'inspirer les politiques publiques européennes.

L'Union européenne doit être un espace d'émancipation des individus. Si l'Europe a posé le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes depuis le Traité de Rome et imposé aux États membres la lutte contre les discriminations, nous constatons toujours que les disparités entre les différents États membres demeurent importantes. Les femmes de l'Union européenne sont loin d'être encore les égales des hommes et ne sont pas non plus égales entre elles. Les programmes pour l'égalité salariale, la parité, l'articulation entre la vie familiale et professionnelle peinent à être appliqués.

Le Parti socialiste français proposera au PSE de mener la bataille politique pour que le droit à l'avortement soit inscrit parmi les droits fondamentaux de la personne humaine. Nous nous donnons comme objectif de faire définitivement adopter la décision du Parlement garantissant un congé maternité et un congé paternité dans tous les pays de l'Union. Nous populariserons la clause de l'Européenne la plus favorisée, qui permet d'assurer à toutes les femmes dans l'espace européen le bénéfice des lois nationales qui leur sont le plus favorable. Nous encourageons les initiatives visant à harmoniser le droit de la famille au niveau européen pour protéger les enfants et les parents de familles binationales qui se retrouvent englués dans des conflits transnationaux de divorces, gardes d'enfants, versements de pensions alimentaires, successions ou tutelles.

Nous défendons une stratégie coordonnée de lutte contre l'achat et la vente de services sexuels et contre la traite des êtres humains au sein de l'Union. La France proposera un pilier « égalité » pour la nouvelle gouvernance économique de l'Union européenne, construit autour d'un tableau de bord statistique complet.

De même, nous devons proposer **de renforcer les protections en faveur des personnes en situation de handicap et contre toutes les discriminations**, qu'elles soient fondées sur les origines, la religion, les convictions philosophiques et politiques, l'orientation sexuelle, dans l'emploi et dans toute la sphère sociale et culturelle. Une vigilance particulière s'impose, dans la période, **pour le respect des droits LGBT.**

Il est pour nous impératif de **faire aboutir la directive-cadre « anti-discriminations »** car nos valeurs sont en jeu.

La population européenne des Roms est particulièrement victime de ségrégation, dans l'accès à l'emploi, au logement, à l'école et à la santé. Les États

européens doivent assurer ensemble l'intégration des Roms et dénoncer fortement les discriminations à leur encontre.

Lutter contre les discriminations à l'échelon européen, c'est aussi sacrifier un budget ambitieux pour financer des outils indispensables comme le fonds social européen ou le Plan européen d'aide aux plus démunis, ainsi que toutes les mesures d'accès aux services universels (santé, éducation, logement).

### **Créer des contre-pouvoirs et lutter pour la transparence**

Les institutions communautaires doivent être politiquement exemplaires en matière de transparence et d'indépendance.

Nous défendons **une réglementation européenne renforcée face à tous les lobbies** et aux organisations de défense des intérêts particuliers. Confrontés à leur force de frappe fondée sur l'argent et l'influence, les représentants des consommateurs, des collectivités et des citoyens sont souvent désarmés. C'est pourquoi il faut mobiliser les institutions et les énergies citoyennes pour **la création de contre-pouvoirs efficaces et la prise en compte de contre-expertises pour rivaliser avec les groupes de pression**. Les syndicats, les ONG, les associations de citoyens, doivent pouvoir se prévaloir du même niveau d'écoute, de puissance et d'organisation que celui dont s'est doté le pouvoir économique privé.

En outre, le Parlement européen doit pouvoir auditionner à sa demande les membres des conseils d'administration des multiples agences européennes dont le pouvoir n'a cessé de s'intensifier au fil des années. Pour combattre la corruption active et passive, une nouvelle législation devra prévenir et sanctionner toute atteinte aux intérêts financiers de l'Union. À cet effet, **les missions de l'Office anti-fraude (OLAF) doivent être étendues et ses moyens renforcés**.

Le système de redistribution sociale des biens confisqués doit être créé sur la base du modèle italien et élargi à tous les biens mal acquis incluant les capitaux placés dans les paradis fiscaux.

Pour les socialistes français et européens, l'échéance de mai 2014 est décisive : elle peut être historique.

Les propositions que nous portons en vue de ce scrutin ne sont ni des slogans ni des figures imposées. Elles sont le socle et les moyens de la réorientation européenne. Elles s'inscrivent dans le soutien à l'action déterminée du président Hollande.

Jusqu'alors, la Commission européenne et sa présidence procédaient exclusivement de la nomination par les États-membres, très majoritairement de droite. Le traité de Lisbonne permet, par la validation du Parlement européen, d'imposer à la présidence de la Commission une personnalité politique issue de la majorité démocratiquement élue au Parlement.

Nous voulons une nouvelle majorité au Parlement européen pour réorienter l'Europe. Pour un avenir favorable aux peuples, au développement durable et à la jeunesse. Pour l'emploi et la croissance plutôt que l'austérité et la concurrence. Pour l'innovation et la protection plutôt que le repli sur soi et les marchés. Pour le rayonnement plutôt que l'affaiblissement. Pour la démocratie plutôt que la bureaucratie.

L'élection de 2014 doit être la confrontation entre un choix conservateur en échec et le choix d'une alternative crédible portée par les progressistes.

Une victoire de la gauche européenne le 25 mai 2014 est possible. Les sociaux-démocrates sont à 70 sièges de la majorité sur 736 députés représentant 28 États. Elle permettrait que succède une personnalité progressiste au conservateur-libéral Barroso. Elle changerait le rapport de force politique dans le continent. Elle redonnerait une espérance aux citoyens. Elle renouerait avec l'idéal européen. C'est le sens de notre engagement et de notre combat.

# 14 PRIORITÉS SOCIALISTES POUR RÉORIENTER L'EUROPE

**1. Mettre en œuvre de grands projets industriels et énergétiques.** Cette ambition passe par des investissements d'avenir (éducation, enseignement supérieur et recherche, infrastructures écologiques, numériques et de transports) qui doivent pouvoir être soustraits du calcul des déficits publics. Pour réussir la reconquête productive, les règles de la concurrence devront être assouplies, notamment en matière d'aides d'État et d'investissements publics.

**2. Faire de la mobilisation pour l'emploi des jeunes une priorité européenne.** Elle exige la généralisation de la « garantie jeunes » qui doit permettre à un jeune sans emploi ou sortant du système éducatif de se voir proposer une nouvelle formation, un enseignement, un apprentissage ou un emploi.

**3. Augmenter le budget européen** par l'affectation de ressources propres, telle la taxation sur les flux financiers, outil de lutte contre la spéculation financière. Les socialistes français encouragent les parlementaires européens à exiger du Conseil un cadre financier pluriannuel plus ambitieux. Le prochain Parlement européen, élu en 2014, doit pouvoir renégocier ce budget pour accroître les ressources en faveur de la croissance et de l'investissement.

**4. Faire de l'Europe le premier éco-continent de la planète** en mettant en œuvre une communauté européenne des énergies. Elle permettra d'assurer l'indépendance énergétique de l'Union, de diversifier les sources de production en misant sur les énergies renouvelables et de réduire nos consommations, luttant ainsi contre le réchauffement climatique.

**5. Réguler la finance pour empêcher les crises à répétition et combattre la spéculation.** L'union bancaire doit être mise en œuvre, l'agence publique européenne de notation créée, les paradis fiscaux et l'évasion fiscale combattus.

**6. Engager l'indispensable convergence sociale et en finir avec le dumping.** Nous voulons bâtir un traité social européen avec la Confédération européenne des syndicats pour garantir à tous les salariés les droits du travail, la qualité des emplois, la protection sociale et le droit syndical. Cela passe par la création d'un salaire minimum au sein de chaque État pour aller à terme vers un Smic européen. La révision des directives relatives au temps de travail et aux travailleurs détachés, ainsi que la directive services, doit être rapidement lancée.

**7. Harmoniser les fiscalités pour lutter contre la logique du « moins disant » et dissuader les délocalisations.** Nous plaillons pour une harmonisation de l'assiette et une convergence progressive des taux des principaux instruments fiscaux (impôt sur les sociétés, impôt sur l'épargne, TVA, etc.), ainsi que pour la mise en place d'une fiscalité écologique aux frontières de l'Union.

**8. Réviser le pacte de stabilité pour donner la priorité à la relance et à l'emploi.** L'Europe a besoin de croissance, pas d'austérité. Nous demandons un calendrier étendu, crédible et réaliste de réduction des déficits publics. Nous poursuivrons conjointement le soutien aux dépenses d'avenir indispensables. Pour cela, la trajectoire des finances publiques doit respecter le cycle économique et les politiques contracycliques nécessaires pour combattre le chômage et engager un nouveau modèle de développement.

**9. Créer un gouvernement économique de la zone euro** pour définir en commun les grandes orientations de la politique économique, budgétaire et financière. Pour être efficace économiquement, il a besoin d'être légitime politiquement : nous voulons la création d'une instance parlementaire de la zone euro.

**10. Agir en faveur d'une parité plus équilibrée de l'euro,** aujourd'hui surévalué par rapport au dollar américain, au yuan chinois et au yen japonais, en confiant la politique de change aux autorités politiques de l'Union. Comme le prévoit le traité, le Conseil européen doit utiliser pleinement sa compétence en la matière. Nous demandons son inscription à l'ordre du jour du Conseil européen.

**11. Mettre en œuvre un juste échange dans la mondialisation** en exigeant le respect des normes fondamentales en matière sanitaire, sociale et environnementale. C'est dans cette perspective que doivent être abordées les négociations commerciales États-Unis/Union européenne. Les socialistes français sont extrêmement réservés sur l'opportunité car les enjeux et les secteurs concernés sont décisifs. Parmi nos exigences, l'exclusion explicite de la culture, du cinéma et des services audiovisuels de la négociation est un préalable indiscutable. En aucune façon, les socialistes ne pourront accepter de ratifier un traité qui mettrait en cause les intérêts économiques, stratégiques et le modèle social de la France et de l'Europe.

**12. Construire l'union politique** parce que l'Europe est bien plus qu'un marché et doit pouvoir dépasser les seuls intérêts nationaux. Cette ambition suppose de renforcer les pouvoirs du Parlement européen qui doit se voir reconnaître un droit d'initiative législative. Le Parlement doit élire le président de la Commission. Les parlements nationaux doivent être associés plus étroitement aux décisions communautaires. La démocratie politique doit aussi être sociale : la Confédération européenne des syndicats doit être consultée pour élaborer tout texte concernant les droits des salariés et la réglementation du travail.

**13. Développer les droits des Européens** en imposant juridiquement le respect de la charte des droits fondamentaux aux États membres. Plusieurs progrès sont indispensables : appliquer le principe de l'égalité femmes-hommes en matière salariale, de parité dans les instances politiques et les conseils d'administration des grandes entreprises ; défendre la clause de l'Européenne la plus favorisée, l'allongement du congé maternité, la création d'un vrai congé paternité ; faire aboutir la directive-cadre anti-discriminations pour sanctionner particulièrement tous les actes de racisme.

**14. Faire entendre la voix et les valeurs de l'Europe dans le monde.** Cela demande d'abord de consolider les fondements de la sécurité commune dans l'espace européen, de reprendre l'effort d'une Europe de la défense en soutenant les industries de haute technologie, de bâtir un nouveau partenariat avec l'Afrique, de forger des positions européennes communes sur les principaux conflits du monde pour promouvoir la sécurité, la paix et la démocratie.